

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# UNE RÉVOLUTION AFRICAINE DANS LES AFFAIRES MILITAIRES

PAR

MICHEL GOYA (\*)

La conflictualité à l'époque de la mondialisation se caractérise par une décreue du nombre de conflits interétatiques et une multiplication des conflits intérieurs. Ces derniers sont favorisés par les tensions de tous ordres provoquées par l'ouverture économique et politique et la formation de « poches de colère » favorables au développement d'organisations irrégulières, criminelles ou politiques. Ces groupes eux-mêmes se trouvent plutôt renforcés par les ressources de l'économie grise que cette ouverture a favorisée, notamment les trafics d'armes légères, alors qu'inversement les États se trouvent souvent plutôt affaiblis dans leur capacité à assurer la sécurité.

Depuis la fin de la Guerre froide, la plupart des États africains subsahariens souffrent particulièrement de toutes ces tensions. Les outils militaires et sécuritaires issus des indépendances et de la Guerre froide se sont trouvés largement inadaptés face à l'émergence des groupes irréguliers. Beaucoup entreprennent désormais une profonde transformation, qui pourrait s'apparenter à une « révolution africaine dans les affaires militaire » tant elle doit transcender les habitudes des sociétés et des institutions. C'est seulement au prix de cet effort que les États devront sans doute leur survie.

## LE DÉVELOPPEMENT DES GROUPES ARMÉS IRRÉGULIERS

Les conflits armés ont été très nombreux (plus de soixante) en Afrique subsaharienne depuis les indépendances, parfois entre États de manière conventionnelle, mais bien plus souvent à l'intérieur des États, contre des groupes armés appuyés ou non par des voisins. Ces groupes armés, politiques ou criminels, sont depuis soixante ans des acteurs majeurs.

(\*) Ancien colonel des troupes de marine (France), récipiendaire du prix Albert Thibaudet 2019 pour son ouvrage *Les Vainqueurs. Comment la France a gagné la Grande Guerre* (Tallandier, 2018).

Leur visage a beaucoup changé. Peu après les indépendances, certains mouvements séparatistes sont apparus et ont été vite réprimés, en particulier au Congo ou au Nigeria. D'autres organisations indépendantistes ont prolongé la lutte contre les puissances coloniales jusqu'en 1975, puis contre les régimes d'apartheid d'Afrique australe jusqu'en 1994. Ces groupes révolutionnaires étaient alors soutenus par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), mais surtout par les grandes puissances rivales. Dans l'ensemble, cette aide extérieure imposait une forme de concentration et ces groupes armés étaient peu nombreux. Grâce à cette aide, ils n'avaient pas systématiquement besoin de piller les populations locales pour vivre. Dirigés par une élite issue de l'université, les mouvements révolutionnaires d'inspiration marxiste et maoïste s'efforçaient de constituer des zones libérées bien administrées afin d'en faire un contre-modèle attractif, une nouvelle source de forces et, plus prosaïquement, une vitrine de propagande pour l'étranger. Ces groupes relativement disciplinés, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert d'Amilcar Cabral en constituant sans doute le modèle le plus abouti, tendaient à considérer l'attachement de la population comme la base nécessaire pour la victoire (1).

Le contexte a radicalement changé avec la fin de la Guerre froide et la mondialisation. De nombreux États africains se sont vu imposer par les institutions financières internationales une politique d'« ajustement structurel », c'est-à-dire de désendettement public massif. Cette politique, si elle a permis de redresser des économies alors défailtantes, a eu pour premier effet d'aggraver la crise des administrations, des services publics et de la capacité de redistribution des États. Dans le même temps, elle n'a guère modifié la pratique de l'accaparement des richesses par un petit nombre, surtout dans les économies exclusives de rente pétrolière ou minière (2).

Le désordre socio-économique s'est également doublé d'un désordre politique. Le multipartisme imposé s'est révélé souvent synonyme de violence. On a vu ainsi apparaître des dizaines de partis politiques à la place des partis uniques, mais aussi, à leurs côtés, toutes les « associations de jeunes » qui constituaient leurs bras armés, comme les Impuzamugambi, Inkuba, Abakombozi et, surtout, les Interahamwe au Rwanda. L'expression de bataille électorale a commencé à devoir être prise au pied de la lettre, comme au Kenya ou au Congo-Brazzaville qui, de 1993 à 1997, a vu s'affronter les Cocoyes, les Mambas, les Zoulous, les Ninjas et les Cobras du Parti congolais du travail (PCT, ex-parti unique) du général Denis Sassou Nguesso, qui a fini par l'emporter. La violence n'était plus seulement le signe de la faiblesse des gouvernements puisque ce sont eux-mêmes qui parfois l'organisaient pour se maintenir au pouvoir.

(1) William Reno, *Warfare in Independent Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

(2) Gauthier De Villers, « La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa », *Afrique contemporaine*, 2005/3 (n° 215), p. 47-70.

Dans ce contexte de désordre, les mouvements armés encore existants se sont rapidement débarrassés de toute véritable idéologie tout en conservant des noms de projets politiques. Avec la fin des soutiens extérieurs, la centralisation de façade nécessaire pour l'obtention de ces aides n'a plus été vitale et les fragmentations qui existaient au sein des mouvements se sont alors exprimées. L'administration des populations n'était plus une priorité, les organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires assumant désormais souvent cette fonction à leur place. La transformation de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de mouvement indépendantiste anticolonialiste angolais en groupe quasi exclusivement prédateur est à cet égard exemplaire. Son *leader*, Jonas Savimbi, a alors rejoint la liste des nombreux seigneurs de la guerre, Mohamed Farrah Aidid, Charles Taylor, Laurent Nkunda, « Butt Naked », Bosco Ntaganda, etc. qui ont proliféré dans les années 1990, de la Somalie au golfe de Guinée en passant par le Congo.

Dans l'affaiblissement des systèmes régaliens de sécurité exacerbé par la fin de la Guerre froide, cette criminalisation de l'espace politique s'est accompagnée d'un accroissement du nombre et de la force des bandits en tout genre, coupeurs de routes, pirates, exploitants illégaux, braconniers, trafiquants de minerais, d'armes, de drogue ou de personnes, etc. Dans le même temps et en réaction contre toutes ces menaces, de nombreux groupes de défense sont apparus, très souvent sur une base ethnique. Le Nigeria a vu se former plusieurs dizaines de ces groupes armés, dont 14 importants dans le seul delta du Niger, comme le *Movement for the Emancipation of the Niger Delta* (MEND) ou les *Niger Delta Avengers* ou les *Niger Delta Greenland Justice Mandate* (NDGJL). Partant de demandes légitimes comme la lutte contre la pollution et une meilleure répartition de la manne pétrolière, ces groupes du delta, comme beaucoup d'autres organisations de défense, ont basculé dans le pur pillage. Si elle avait un projet messianique, la *Lord's Resistance Army* (LRA) de Joseph Kony visait surtout à protéger l'ethnie Achola en Ouganda. Lorsque les volontaires se sont raréfiés, la LRA s'est mise à enlever des milliers d'enfants pour en faire des soldats ou des esclaves.

Dans une dernière tendance, on a vu réapparaître de nouvelles organisations à contenu idéologique, celles-là prospérant sur le désordre des États. Les groupes séparatistes qui avaient été contenus jusque-là ont retrouvé de la force. La coalition des Fronts de libération a obtenu l'indépendance de l'Érythrée en 1993, puis l'Armée populaire de libération du Soudan de Joseph Garand celle du Sud-Soudan en 2011. Surtout, le Sahel a vu prospérer les groupes islamistes et djihadistes, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en parallèle de l'insurrection touareg. Le reste du continent n'a pas été épargné. Du mouvement somalien al-Shabaab en passant par Boko Haram au nord du Nigeria, ces groupes renouaient, avec

plus ou moins d'efficacité, avec le principe de protection-encadrement des populations délaissées par les États (3).

Une mosaïque de centaines de groupes irréguliers s'est ainsi développée, 120 pour la seule République démocratique du Congo (RDC) (4), d'une densité très diverse, présents un peu partout, mais surtout concentrés dans des zones faibles qu'ils ont souvent contribué à étendre : Somalie, Est centrafricain, Sud-Soudan, Nord Nigeria, Kivu-Ituri, Nord-Mali, delta du Niger, pour ne citer que les principales. Les groupes les plus importants sont capables de constituer des petites armées de quelques centaines à quelques milliers de combattants, voire dizaines de milliers. Ils bénéficient des flux et trafics de la mondialisation, notamment ceux d'armes légères, mais aussi des technologies civiles *militarisables* depuis les *pick-up* tout terrain jusqu'aux *smartphones*. Certains de ces groupes disposent de quelques moyens anti-aériens, comme les voleurs de bétails qui ont abattu un hélicoptère de la police kenyane en 1996 ou ceux qui ont lancé deux missiles SA-7 contre un avion israélien à Mombasa en 2001 (5). D'autres, pour l'instant très rares, utilisent des avions légers pour s'approvisionner ou parfois se déplacer. Certains enfin, comme les forces du général Nkunda dans l'est de la RDC disposaient de chars T-55 et de pièces d'artillerie. Ils ne possèdent pas pour l'instant de moyens anti-aériens et antichars modernes, mais dans un contexte de compétition internationale peut-être verra-t-on cependant le retour de soutiens étrangers susceptibles de fournir ces équipements légers sophistiqués avec les compétences adéquates (6).

Dans l'immense majorité des cas, ces groupes irréguliers n'ont qu'une action locale, mais certains parmi les plus importants et surtout les nouveaux groupes politiques sont capables d'actions offensives. Sur les mers, des « coopératives » de pirates ont réussi, en 2008 et 2009, à s'emparer respectivement d'un supertanker saoudien de 300 000 tonnes de pétrole et d'un cargo ukrainien portant 33 chars T-72 avant de les rançonner pour plusieurs millions de dollars. Sur terre, des régions entières sont aux mains de groupes armés, comme le Nord Mali en 2012, et des raids de quelques centaines de combattants peuvent ébranler des États comme celui du *Revolutionary United Front* (RUF) à la Sierra Leone en 1991 ou des essaims de Boko Haram face à l'armée camerounaise en 2014. À défaut de grandes offensives, les groupes djihadistes peuvent organiser des attaques terroristes à longue distance au cœur des métropoles comme, parmi

(3) Nicolas Champeaux, « Exclusif RFI/“Libération” : le projet du chef d'AQMI pour le Mali », *RFI Afrique*, 6 octobre 2013 (en ligne : <http://www.rfi.fr/afrique/20131006-mali-vade-mecum-droukdel-mali-aqmi-terrorisme-al-qaida-sanguinaire>, consulté le 18 oct. 2019).

(4) Human Right Watch, « RD Congo : Le nouveau “Baromètre sécuritaire du Kivu” cartographie les violences dans l'est », 7 décembre 2017 (en ligne : <https://www.hrw.org/fr/news/2017/12/07/rd-congo-le-nouveau-barometre-securitaire-du-kivu-cartographie-les-violences-dans>, consulté le 18 oct. 2019).

(5) *La Criminalité internationale organisée dans la région de l'Afrique de l'Ouest*, Nations Unies, Office contre la drogue et le crime, juillet 2005.

(6) Helmoed Heitman, « Optimiser les structures des forces de sécurité africaine », *Bulletin de la sécurité africaine*, (Centre d'étude stratégique de l'Afrique), n° 13, mai 2011.

d'autres, al-Shabaab à Nairobi en 2013, mais aussi comme Boko Haram contre de nombreux villages.

#### DES ARMÉES DÉCALÉES DE LA MENACE IRRÉGULIÈRE

La plupart des États africains manquent de forces adaptées pour faire face à ces menaces. Les conflits entre États ont été rares en Afrique depuis 1960. Les combats de loin les plus importants ont eu lieu dans les années 1970-1980 dans la Corne de l'Afrique ou la frontière angolaise avec le soutien des puissances extérieures. Les combats au Congo en 1998 et 1999, où huit armées régulières africaines ont été engagées, ont été très meurtriers pour la population, mais n'ont finalement engagé que des contingents de faible volume (7). Hors de ces conflits majeurs et de quelques autres ayant engendré peu de combats d'ampleur, les armées africaines ont été peu employées pour la défense des frontières. Les affrontements internes contre des groupes armés ont été beaucoup plus fréquents, mais d'une manière générale beaucoup d'armées africaines ont longtemps été inoccupées et coupées de leur population. Conçues à la fois comme des milices du parti au pouvoir, mais aussi comme sa plus grande menace, elles ont souvent été divisées et amenées à se surveiller bien plus que les menaces éventuelles. La qualité la plus recherchée n'était pas la capacité à gagner les très rares batailles, mais la loyauté politique et éventuellement la faculté à organiser des parades et démonstrations de prestige.

Dans ces armées de non-emploi, les différents hauts-commandements ont souvent été bien plus tentés de se préoccuper de leurs propres intérêts que de la victoire sur des ennemis potentiels. On a vu ainsi se développer un entrepreneuriat militaire souvent aussi peu inclusif que le reste des économies de monopole. Dans ces armées de généraux (1 pour 400 soldats au Mali), le pouvoir économique s'est concentré au sommet jusqu'aux généraux les plus importants siégeant dans les conseils d'administration, comme un temps au Nigeria et encore aujourd'hui en Angola, ou organisant à la fois la vie politique et le trafic de drogue comme en Guinée-Bissau. Certaines opérations militaires, comme la lutte entre Ougandais et Rwandais en 2000 pour le contrôle du centre minier de Kisangani au Congo, relevaient plus du pillage que de la politique. La survie de la LRA en Centrafrique doit autant à la dérivation des efforts de l'armée ougandaise vers le braconnage et le trafic d'ivoire qu'à sa capacité de résistance. Dans le même temps, au-dessous de cette classe *accaparatrice*, des dizaines de milliers de soldats mal payés par un État aux ressources fiscales réduites et souvent rackettés par leurs supérieurs se tournaient à leur tour vers la ponction de la population (8). Dans ces conditions, la différence entre

(7) Tom Cooper, *Great Lakes Holocaust. The first Congo War 1996-1997*, et *Great Lakes Conflagration. The second Congo War, 1998-2003*, Solihull, Helion & Company, 2013.

(8) Jean-Raoul Murego, « Sur la professionnalisation des armées en Afrique », *Ultima Ratio*, 30 mai 2017 (en ligne : <http://ultimaratio-blog.org/archives/8412>, consulté le 18 oct. 2019).

les groupes irréguliers criminels et les armées régulières n'a pas forcément toujours été très claire. En Sierra Leone dans les années 1990, le terme *sobel* servait à désigner les hommes armés qui étaient simultanément soldats et rebelles, en fait surtout bandits.

Les situations sont très variées, mais il est significatif que les groupes irréguliers ne soient devenus vraiment forts que dans les pays où les institutions chargées de les combattre étaient les plus faibles. La menace y est cependant devenue telle que beaucoup d'États ont entrepris une transformation profonde de leur outil de défense. Par analogie aux évolutions fortes qu'avaient connues les armées occidentales dans les années 1980-1990, il n'est pas exagéré de parler, comme le suggère le colonel Susnjara, d'une révolution en cours dans les « affaires militaires » africaines, à cette différence près que cette fois les innovations y sont bien plus organisationnelles, sociales et culturelles que technologiques (9).

Sans même évoquer les problèmes de gestion et de corruption, les ressources financières des États et donc des armées sont souvent intrinsèquement faibles. Le total des budgets de défense de l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne est inférieur à celui de la seule France. Trois seulement de ces pays disposent de ressources dépassant l'équivalent d'un milliard d'euros. Même en ajoutant des budgets des services de police, généralement inférieurs à ceux des armées, chacun de ces États ne dispose en moyenne que de quelques centaines de millions d'euros pour assurer la sécurité de 20 millions d'habitants. Avec de tels moyens, les forces ne peuvent y être organisées et surtout équipées de la même façon que dans les armées à haute densité technologique des grandes puissances. En 2015, le coût d'emploi des 3 500 soldats de la force française Barkhane au Sahel a été trois fois supérieur au budget de défense du Burkina Faso. En comparant également le coût d'emploi annuel de cette opération et le nombre de combattants ennemis qu'elle élimine, on obtient un rapport de l'ordre de deux millions d'euros pour un (10). Une force armée avec des ressources réduites et qui a pour vocation première de contrôler son espace et protéger sa population ne peut fonctionner comme cela.

La priorité est sans aucun doute la professionnalisation des armées. La professionnalisation doit s'entendre ici au sens que lui avait donné Samuel Huntington de dépolitisation des armées au profit de leur seule concentration sur l'efficacité d'un métier contrôlé par l'autorité civile (11). La raréfaction des coups d'État militaires et la normalisation progressive des processus de transition politique laissent entrevoir une réduction de la

(9) Philippe Susnjara, « Révolution dans les affaires militaires africaines », *Revue Défense nationale* n° 792, été 2016.

(10) Laurent Lagneau, « La force française Barkhane va revoir sa façon d'opérer pour être encore plus efficace », Blog Opex 360, 16 novembre 2017 (en ligne : <http://www.opex360.com/2017/11/16/la-force-francaise-barkhane-va-revoir-sa-facon-doperer-pour-etre-encore-plus-efficace/>, consulté le 18 oct. 2019).

(11) Samuel Huntington, *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military*, Cambridge (Mass.), Belknap Press, 1957.

perception par les gouvernants de l'armée comme menace. Il est nécessaire qu'il en soit de même pour les populations. La lutte contre les organisations armées se déroule au milieu de la population. Une force dédiée à la lutte contre les groupes armés, qu'on baptisera force contre-irrégulière (FCI), doit absolument y être perçue comme une alliée. Le Ghana par exemple met régulièrement ses forces armées au service des agences publiques pour faire face aux pandémies, aux catastrophes naturelles ou à la lutte contre le grand banditisme. Elles sont ainsi actives, maintiennent des compétences d'intervention et surtout démontrent leur utilité à la population, avec laquelle elles maintiennent le contact et dont elles ont le soutien.

La discipline et l'honnêteté, ce qui induit des soldes correctes, réellement payées, et des conditions de vie convenables, sont également essentielles. Cela implique l'adossement à une administration militaire fiable et donc elle aussi contrôlée. Le chemin est encore long d'un contrôle civil effectif, par les médias, la justice et les parlementaires sur un outil militaire jusque-là à la main des exécutifs, mais il est en cours dans de nombreux pays. Le Ghana, encore une fois, montre la voie en possédant trois commissions chargées de surveiller les questions liées à la défense et à la sécurité, dont l'une est présidée par le chef du plus grand parti d'opposition. En 2012, le Kenya a voté une loi obligeant les forces armées à soumettre un rapport financier au président et au parlement (12).

#### FORCES D'INTERVENTION ET MODERNISATION COHÉRENTE

La FCI doit donc être organisée avant tout pour traquer et détruire des bandes armées et plus particulièrement leurs chefs. Le conflit de l'État angolais contre l'UNITA a cessé avec la mort de Jonas Savimbi, l'organisation acceptant alors de renoncer à la lutte armée pour devenir un mouvement politique. Il fallut l'arrestation de Foday Sankoh et la fuite de Charles Taylor du pouvoir pour obtenir la paix en Sierra Leone et au Liberia après dix ans de massacres. Il est probable que la LRA ne survivra pas non plus à l'élimination de Joseph Kony et de ses premiers lieutenants (13).

Pour autant, l'action de force seule est insuffisante, en particulier face à des organisations politiques, dont la puissance est le symptôme des problèmes de l'action de l'État et dont il importe de comprendre et de traiter les causes de la séduction que ces groupes ont pu exercer sur certaines populations, délaissées ou brimées. Il est indispensable de compléter l'action militaire par un processus de désarmement et de réintégration dans la vie civile pour les combattants forcés, de l'associer à un système judiciaire solide, des situations économiques viables, et d'une

(12) Jean-Raoul Murego, « Sur la professionnalisation des armées en Afrique », art. cit.

(13) Jeffrey Gettleman, « Africa's forever wars », *Foreign Policy*, 11 février 2010 (en ligne : <https://foreignpolicy.com/2010/02/11/africas-forever-wars/>, consulté le 18 oct. 2019).



manière générale à la légitimité de l'État et de son administration. Sans cet environnement, il est probable que l'action de force restera vaine malgré ses succès tactiques éventuels.

En termes d'organisation, l'unité de base de la lutte contre les irréguliers devrait être le bataillon de contrôle de secteur, de taille et de composition variable en fonction de la dimension et du type de l'espace à couvrir. Ce bataillon doit associer policiers, pour assurer les interpellations, et soldats au sein de trois à cinq *commandos de sécurité* d'une centaine de combattants professionnels. Cette cellule locale est en lien avec une structure nationale qu'elle informe de la situation locale et des objectifs tactiques décelés. Le principal défi de ces unités de secteur est d'être encore mieux adaptées au milieu local que les bandes ennemies afin d'avoir l'initiative des opérations.

Dans *How the Weak Win Wars*, Ivan Arreguin-Toft a montré que statistiquement le camp le plus fort en volume l'emportait dans les trois-quarts des cas lorsqu'il parvenait à imiter les méthodes du plus faible, par la simple arithmétique du rapport de forces (14). Pour employer une terminologie militaire française, le fort l'emporte en situation de dissymétrie (adversaires qui se ressemblent, mais de volumes différents) et le faible en situation d'asymétrie (adversaires très différents). La capacité pour le fort à se placer sur le même champ que le faible et donc à passer de l'asymétrie à la dissymétrie est la clef de sa victoire.

Les quatre bataillons régionaux de sécurisation mis en place en Côte d'Ivoire constituent un bon exemple de ces unités de secteur qui vont sur le terrain des irréguliers pour leur en contester le contrôle. Grâce à leur action, le phénomène des *coupeurs de route* a été considérablement réduit (15). Les six Groupes spéciaux d'intervention (GSI) mauritaniens formés à partir de 2008 avec l'aide de la France pour traquer les groupes djihadistes sont un autre exemple, encore plus efficace. Depuis 2008, grâce aussi à la *possibilité de poursuivre* dans les États voisins, ces petits bataillons très mobiles sur *pick-up* armés et parfaitement adaptés au milieu désertique sont parvenus à démanteler plusieurs groupes de trafiquants et à détruire les bases et les forces d'AQMI dans la *zone spéciale* du Nord mauritanien.

La lutte contre les bandes irrégulières implique de combiner les nécessités de la recherche, qui demandent plutôt furtivité et dispersion, et celles du combat, qui exigent un rapport de forces favorable. Les commandos de secteur doivent donc être à la fois réduits pour être mobiles et nombreux, mais également suffisamment forts pour être capables de résister à des bandes d'une centaine d'hommes, si possible en les fixant, jusqu'à l'arrivée de renforts. Cette concentration des forces est souvent problématique pour

(14) Ivan Arreguin-Toft, *How the Weak Win Wars*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

(15) Laurent Touchard, *Forces armées africaines : organisation, équipements, état des lieux et capacités*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2017, chap. « Côte d'Ivoire ».

des armées de quelques dizaines de milliers d'hommes dans des pays qui ont une superficie moyenne de 500 000 km<sup>2</sup> avec de grandes élongations et souvent une faible infrastructure routière. Il est donc nécessaire à la fois de décentraliser des moyens d'intervention sans les diluer et de pouvoir éventuellement les renforcer rapidement à partir d'une réserve centrale, ce qui ne peut le plus souvent passer que par la voie aérienne.

Il est important que ces moyens de renforcement soient différents de ceux de l'ennemi. S'il est utile de ressembler à l'ennemi pour pouvoir le traquer plus facilement, il est tout aussi utile de rompre cette symétrie du moment en introduisant des éléments, même en petit nombre, dont l'ennemi ne dispose pas. Une paire de chars légers, une section de mortiers, un hélicoptère d'attaque, une demi-compagnie sur véhicules légers blindés peuvent faire toute la différence (16).

Les renforts les plus rapides passent par la voie des airs. L'aviation seule permet de surmonter le problème des élongations et, à l'échelon tactique, d'autoriser des concentrations rapides de feux et de forces, de contribuer à la recherche du renseignement, d'assurer la logistique de points isolés, de faciliter enfin le commandement et les communications. Les GSI mauritaniens sont efficaces aussi parce qu'ils sont capables de coordonner en permanence leur action avec une aviation légère et variée d'une trentaine d'aéronefs, en plus du soutien étranger en matière de renseignement (17).

Disposer d'une telle composante suppose de surmonter le défi de ce que le spécialiste des armées africaines Laurent Touchard désigne comme la « modernisation cohérente » (18). Les cas d'achat de panoplies d'armements aussi coûteuses que peu utiles sont nombreux et ce n'est d'ailleurs pas une spécificité africaine. Dans les faits, dans la situation actuelle et les probabilités des différents types d'engagements militaires, ces grands programmes d'achat représentent plutôt des « éléphants blancs », d'autant moins tolérables avec un contrôle démocratique accru et surtout avec une menace croissante contre laquelle ils sont de peu d'utilité. Pour le prix d'achat de l'escadrille de chasseurs Sukhoi Su-30 K acquis par l'Angola, soit environ 400 millions d'euros, d'une probabilité d'emploi extrêmement faible, il est possible de se doter d'une cinquantaine d'avions turbopropulseurs ou d'hélicoptères à bas coût permettant de remplir toutes les missions, renseignement, attaque et transport d'au moins une compagnie. Le Botswana envisageait un temps l'achat de chars lourds coréen K2, mais pour 8 à 9 millions d'euros, le prix d'un seul de ces engins par ailleurs peu utilisables sur le réseau routier local, il était possible

(16) Eben Barlow, *Composite Warfare. The Conduct of Successful Ground Force Operations in Africa*, Pinetown, 30° South Publishers, 2016, 535 p.

(17) Arnaud Delalande, « Les forces aériennes du G5 Sahel », *Défense & Sécurité internationale* n° 135, mai-juin 2018.

(18) Laurent Touchard, « Vers le "réveil" des forces armées africaines ? », *Défense & Sécurité internationale*, n° 130, juillet-août 2017.

d'acquérir une dizaine de véhicules légers blindés bien plus utiles. C'est finalement le choix qu'a fait le Botswana. Tous les pays engagés dans la transformation des armées en « force contre-irrégulière » font désormais appel à ces équipements peu coûteux, mais bien adaptés.

Plusieurs armées africaines ont entrepris la création d'unités d'intervention efficaces, comme les Forces spéciales ivoiriennes ou le Bataillon d'intervention rapide (BIR) du Cameroun. Formé en 1999 avec l'aide israélienne pour la lutte contre le grand banditisme et la surveillance des frontières, le BIR dispose désormais de 4 000 hommes répartis dans cinq bataillons d'infanterie légère bien formée et équipée, un bataillon naval avec un navire-base et une flottille de patrouilleurs armés, une petite force aérienne enfin, avec un avion Cessna et plusieurs drones pour le renseignement, ainsi que quatre hélicoptères pour le transport et l'attaque (19). Le BIR a lutté avec succès contre les « coupeurs de routes » du Nord, les bandes de la Séléka venues de Centrafrique et les « coupeurs de mer » du delta du Bakassi. Il est également à la pointe du combat contre Boko Haram depuis mars 2014. Derrière le BIR et sensiblement sur son modèle, c'est toute l'armée camerounaise qui est en cours de transformation.

L'évolution de l'armée nigériane est une autre bonne illustration de transformation. Cette armée a longtemps été un exemple de « force négative » renforçant au lieu de les affaiblir tous les groupes irréguliers par sa médiocrité générale, sa corruption et surtout ses exactions. Malgré son volume important, elle se trouvait impuissante face à tout ennemi discipliné et compétent. L'effort a été depuis considérable. Une brigade d'intervention a été formée, regroupant les forces spéciales, l'unité antiterroriste de la police et le 72<sup>e</sup> *Strike Force Battalion*. L'équipement s'est également transformé avec l'acquisition de véhicules blindés légers, mais aussi un bataillon sur motos, directement imité de Boko Haram. L'armée de l'air s'est dotée d'une force aérienne légère de reconnaissance-attaque avec des appareils peu coûteux et d'une maintenance aisée, a remis en état son aviation de transport et a acquis une flotte de drones. La marine de son côté a mis en place un réseau de surveillance sophistiqué, acquis un bâtiment hydrographique, quelques patrouilleurs hauturiers et surtout une centaine de petits patrouilleurs côtiers et fluviaux. Partout, un immense effort de professionnalisation et d'éthique a été entrepris (20).

(19) Niagale Bagayoko-Penone, « Cameroon's Security Apparatus: Actors and Structures », African Security Network, 1<sup>er</sup> août 2008 (en ligne : [https://web.archive.org/web/20160303225331/http://www.africansecuritynetwork.org/site/components/com\\_medialibrary/edia/Camerouns%20Security%20Apparatus%20Actors%20and%20Structures.pdf](https://web.archive.org/web/20160303225331/http://www.africansecuritynetwork.org/site/components/com_medialibrary/edia/Camerouns%20Security%20Apparatus%20Actors%20and%20Structures.pdf), consulté le 20 oct. 2019).

(20) Laurent Touchard, « Vers le réveil des forces africaines ? », art. cit.

## LES RENFORCEMENTS

Cette FCI polyvalente et mobile aura presque toujours l'inconvénient d'être réduite en volume par le manque de ressources disponibles des États locaux. Elle peut être secondée en interne par l'appoint de deux réseaux de forces.

Le premier est formé par les milices locales d'autodéfense. Il s'agit très souvent d'une création spontanée au sein des populations pour pallier l'absence des forces de sécurité. En 1996, en pleine guerre civile en Sierra Leone, les Kamajors, un groupe de chasseurs du sud-est du pays, ont remplacé, aux côtés des mercenaires de la société Executive Outcomes, une armée nationale qui avait disparu. Au Sud-Soudan et en Ouganda se sont formés respectivement les *Zande Arrow Boys* et les *Teso Arrow Boys* pour tenter de se protéger de la LRA. Face à Boko Haram, les *Civilian Joint Task Forces* (CJTF) se sont constituées dans la province nigériane de Borno et ses alentours. Au nord du Cameroun, ce sont les Comités de vigilance qui ont été activés également pour faire face à Boko Haram.

Ces milices peuvent apporter une aide très précieuse, sinon indispensable, par leur présence et leur connaissance du milieu local. Les 14 000 membres des Comités de vigilance camerounais fournissent un excellent réseau de renseignement, repèrent les suspects, guident les forces régulières sur le terrain, protègent les villages malgré leur armement rudimentaire et poursuivent parfois les membres de Boko Haram au-delà de la frontière. Ils ont permis de déjouer 80 attaques-suicides (21). La police Liyu créée en 2008 a barré efficacement la frontière de l'Éthiopie avec la Somalie.

Ces milices sont cependant dangereuses. Les cas de règlements de compte, d'abus en tout genre, d'exactions, mais aussi parfois de double jeu avec l'adversaire sont fréquents. De la même façon que les groupes de défense des intérêts ethniques, les groupes d'autodéfense face aux irréguliers, comme les Kamajors sierra-léonais, les Anti-Balaka centrafricains ou la police Livu déjà citée, peuvent devenir semblables à ceux qu'ils combattaient initialement. La question du contrôle est donc cruciale, le plus efficacement en y intégrant des petites équipes de police ou des groupes de combat d'infanterie fiables. Les milices ne sont utiles que si elles sont recrutées et surveillées par les forces de sécurité avec lesquelles elles doivent collaborer en permanence dans un cadre clair. Les *Teso Arrow Boys*, parfaitement intégrés par les autorités ougandaises, ont été d'une grande utilité. De l'autre côté de la frontière, les *Zande Arrow Boys*, totalement négligés par le gouvernement sud-soudanais, sont devenus de nouveaux rebelles.

Lorsque le niveau de sécurité est considéré comme à nouveau acceptable, les groupes d'autodéfense doivent faire l'objet d'un processus

(21) International Crisis Group, *Africa. Extrême-Nord du Cameroun : nouveaux chapitres dans la lutte contre Boko Haram*, Rapport n° 263, 14 août 2018.

de démobilisation très proche de celui des groupes irréguliers vaincus. Ceux qui ont été convaincus de délits doivent être remis à la justice, les armes à feu récupérées et les miliciens aidés à un retour complet à la vie civile ou transformés en agents de renseignements des forces de sécurité. C'est un exercice délicat. Les *Teso Arrow Boys*, parfaits supplétifs de l'armée, ont failli basculer dans la rébellion lorsque les primes de démobilisation promises ont été détournées (22).

Le deuxième réseau est celui de la coopération étrangère. Ce nouveau réseau contribue à l'effort général de guerre, non par une capacité d'occupation (il n'y a, au total, pas plus de 8 000 soldats français et américains en Afrique), mais par sa capacité de renseignement et de frappes, en particulier dans la bande nord sahélienne. Il contribue surtout à la transformation par la formation des forces locales. Il y a plus de vingt ans, la France avait imaginé le concept « Recamp » (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix). Ce concept a évolué grâce aux équipes mobiles des Pôles opérationnels de coopération (POC) de Dakar et Libreville. Il couvre désormais l'ensemble des actions de coopération (formation des cadres, soutien aux états-majors et des institutions, soutien des unités engagées en opération). Les forces américaines et de l'Union européenne ont également leur programme de formation.

Ce réseau public se prolonge aussi très souvent de prestataires privés. Les sociétés de sécurité sont innombrables en Afrique. Cet assemblage disparate de sociétés de protection d'hôtels, de sites miniers ou pétroliers, d'aéroports, de grands événements sportifs, d'escortes de personnalités, de transport logistique, etc. est devenu indispensable comme appoint privé aux forces de sécurité urbaines. Ces sociétés peuvent être aussi des excroissances de l'aide étrangère. Le commandement américain régional AFRICOM utilise ainsi les services de 21 prestataires privés dans la seule Afrique de l'Ouest. La Russie utilise aussi le groupe Wagner, très présent en République centrafricaine, pratiquement comme unité de combat de substitution à ses forces régulières là où elle veut rester discrète (23). Cette aide étrangère est précieuse. La formation des cadres locaux est bien souvent dépendante de l'aide étrangère jusqu'au plus haut niveau. Certaines compétences techniques très pointues nécessaires à grande échelle et sur la durée, comme pour le bon fonctionnement de l'aviation, ne sont pour l'instant pratiquement disponibles que de cette façon. Elles induisent aussi une dépendance à des puissances étrangères qui elles-mêmes peuvent considérer cela comme une charge et se désengager à tout moment.

La coopération interafricaine est un autre moyen de pallier certaines difficultés et lacunes, en particulier la capacité à organiser rapidement

(22) Ned Dalby, « Fighting African Insurgencies: Are Vigilantes the Solution? », *African Arguments*, 23 octobre 2017 (en ligne : <http://africanarguments.org>, consulté le 20 oct. 2019).

(23) Akram Khariief, « Le Sahel, nouvel eldorado pour les compagnies militaires privées », *Middle East Eye*, 23 mai 2018 (en ligne : <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/le-sahel-nouvel-eldorado-pour-les-compagnies-militaires-priv-es-80283626>, consulté le 20 oct. 2019).

des opérations de grande ampleur. L'Architecture de paix et de sécurité en Afrique (APSA) a été créée en 2002, sous la tutelle de l'Union africaine et des communautés économiques régionales, afin de constituer un cadre d'accords et d'institutions capables de régir ensemble la gestion des conflits en Afrique. Pas plus que la structure de sécurité de l'Union européenne, qui n'est jamais parvenue à se mettre d'accord pour engager ses propres forces en attente, l'APSA n'a jamais vraiment fonctionné. Après la crise de 2012 au Mali, la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA), une petite brigade de 3 300 hommes, n'aurait pu être déployée en appui des forces armées maliennes qu'en septembre 2013 et en admettant d'avoir enfin pu assurer son financement. L'engagement de la MISMA a finalement été devancé par celui des rebelles, plus souples, et l'intervention militaire française qu'elle est venue compléter. Il est apparu à cette occasion combien les moyens prévus pour la MISMA auraient été insuffisants pour vaincre les groupes djihadistes occupant le nord du Mali (24).

Une autre solution est celle des opérations de maintien de la paix (OMP) sous l'égide des Nations Unies. Elles constituent souvent une priorité pour les armées africaines, qui peuvent ainsi voir financer et former des bataillons complets, notamment *via* le programme américain *African Contingency Operation Training* (ACOTA). Il y a ainsi plus de 50 000 soldats africains portant un casque bleu pour des opérations, dont les quatre plus importantes au monde se déroulent au Mali, en Centrafrique, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. L'inconvénient majeur est que ces forces n'ont ni pouvoir de police ni pouvoir de coercition. Les états-majors des Nations Unies n'ont pas de vocation opérationnelle. Ils n'organisent pas d'opérations offensives, mais gèrent seulement des bataillons de vigiles.

De fait, à moins d'une réforme profonde dans le fonctionnement des OMP afin d'en faire de vraies opérations de sécurité, il serait plus efficient d'utiliser leur financement dans le soutien à ce qui fonctionne réellement, comme la force commune de la Commission du Bassin du Tchad, créée en juin 2014 pour lutter contre Boko Haram et opérationnelle seulement deux ans plus tard. Il manque aux pays africains des états-majors permanents et communs pour mener de grandes opérations multinationales. Il manque aussi des moyens de projection de forces à grande distance ou de quoi les soutenir logistiquement. Si les trois à quatre milliards de dollars qui financent chaque année les peu efficaces OMP en Afrique étaient versés directement au bureau sécurité de l'Union africaine ou à des organisations régionales, tout cela pourrait être mis en place bien plus facilement.

(24) Lori-Anne Théroux-Bénoni, « L'architecture sécuritaire internationale à l'épreuve de la crise malienne », The CSS Bloc Network, 23 avril 2013 (en ligne : <https://isnblog.ethz.ch/uncategorized/larchitecture-securitaire-internationale-a-lepreuve-de-la-crise-malienne>, consulté le 20 oct. 2019).

\* \*  
\*

L'adaptation des forces à la menace irrégulière est une nécessité. Elle est en cours dans la plupart des pays africains, mais en rencontrant de nombreuses difficultés politiques, psychologiques ou simplement matérielles. Cette transformation en cours est une véritable révolution, qui suppose un choix stratégique clair en direction de la sécurité intérieure et l'optimisation de la structure des forces de cette mission.

Cette optimisation induit de privilégier le qualitatif en préférant quelques unités aéroterrestres ou aéromaritimes professionnelles mixtes armée-police bien formées, équipées, soutenues logistiquement et administrées, plutôt qu'à des volumes importants, mais médiocrement formés et équipés. Elle suppose une coopération inédite entre ces forces régulières et les structures paramilitaires, d'initiative locale ou de sociétés privées et une intégration dans une offre globale de l'action de l'État. Elle induit aussi la définition de doctrines contre-irrégulières claires et connectées au terrain, susceptibles d'organiser aussi la kyrielle d'offres de coopération.

Par de nombreux aspects et alors que les ennemis principaux et probables de beaucoup d'États, comme la France, sont également des groupes irréguliers, il y a des leçons à tirer de cette transformation en cours.